

 <p>LA FSU TERRITORIALE</p>	<p align="center">SNUTER-FSU</p> <p align="center">173 rue de Charenton 75012 Paris ☎ 01 42 87 43 00 📠 01 49 88 06 17</p> <p align="center">✉ contact@snuter-fsu.fr www.snuter-fsu.fr</p>	
---	--	---

Censé faire face à la colère qui s'exprime de manière aiguë depuis plusieurs semaines, le Président de la République n'a en rien répondu à l'urgence sociale du moment.

Rien dans les annonces qui ont été faites ne répond aux revendications exprimées par les mouvements de contestation de ces dernières semaines. Baisse de la CSG pour les retraites inférieures à 2000 €, hausse de la prime d'activité pour compenser l'absence de revalorisation du SMIC et retour aux vieilles recettes des heures supplémentaires défiscalisées et désocialisées... Les salariés n'ont droit qu'à des miettes, quand dans le même temps Emmanuel Macron confirme ne pas revenir sur la suppression de l'ISF ou sur le CICE.

L'enjeu de justice fiscale est ainsi balayé d'un revers de main. Les plus riches et les grandes entreprises sont encore épargnés. Les ménages financeront donc ces mesures qui vont avant tout coûter à l'Etat, au détriment des ressources du service public et de la protection sociale au cœur de nos revendications, largement partagées par l'opinion publique. Quant au service public et à ses agents, ils sont tout simplement absents du discours du Président.

Ces réponses ne sont pas à la hauteur des enjeux : rien sur la revalorisation des salaires, des retraites et des minima sociaux, aucune remise en cause de la politique de casse des services publics. L'urgence de la transition écologique, quant à elle, est réduite à un élément de langage creux.

En outre, Emmanuel Macron passe sous silence les violences policières qui ont visé les manifestant.e.s, en particulier les lycéen.ne.s et la jeunesse. Pire, à la recherche de boucs-émissaires, il remet au goût du jour le sinistre débat sur l'identité nationale qu'il lie à l'immigration pour flatter l'extrême-droite.

C'est pourquoi la FSU Territoriale revendique :

- Le dégel immédiat de la valeur du point d'indice de la Fonction publique,
- L'augmentation des salaires sur la base du SMIC à 1 800 € et l'attribution de 50 points d'indice pour tous les agents ;
- L'augmentation des pensions et des minima sociaux ;
- L'arrêt des suppressions de postes et des fermetures des services publics ;

- Le recrutement d'emplois statutaires et l'ouverture de postes correspondant aux besoins sociaux ;
- Le renforcement de notre système de protection sociale ;
- Un véritable plan de dé-précarisation ;
- La mise en place d'une véritable politique liant transition écologique et justice sociale ;
- L'augmentation des dotations aux collectivités à hauteur des besoins réels ;
- Le rétablissement de l'ISF et une réforme fiscale réellement re-distributive.

La FSU Territoriale appelle à poursuivre les mobilisations et à rejoindre massivement la journée d'action du 14 décembre pour participer à la construction d'un mouvement social d'ampleur, nécessaire pour stopper ce Gouvernement dans ses projets de casse sociale.

L'heure est à l'ouverture immédiate de négociations réelles et concrètes sur l'ensemble de ces revendications.